

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 19 juillet 2023**  
(Convocation du 07 juillet 2023)

Aujourd'hui, le 19 juillet 2023 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni en salle Henri Lavielle, à l'Hôtel du Département des Landes à Mont-de-Marsan, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : - Conventions - Direction générale des services - Convention de fourniture de repas par l'association AGRAD**

**Exposé des motifs :**

L'EPTB Institution Adour organise très régulièrement des réunions et manifestations de concertation à l'échelle du bassin hydrographique, en lien avec les missions dévolues par l'article L.213-12 du code de l'environnement, à savoir, « *la prévention des inondations, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux* ».

Dans ce cadre il est fréquent d'organiser des réunions et ateliers de travail ou de concertation, étalés sur des journées entières, voire des soirées, dans l'objectif de toucher le plus grand nombre d'acteurs du territoire et de favoriser, autant que faire se peut, la plus large participation du public comme rappelé régulièrement par les garants de la concertation de la commission nationale du débat public (CNDP). Aussi, il peut s'avérer nécessaire d'organiser une restauration légère des participants afin de gagner du temps et garder sur place les acteurs, favorisant ainsi les débats d'idées et les échanges.

À cet effet, il serait possible de faire appel à l'association AGRAD, laquelle gère un restaurant administratif pour les personnels du département des Landes, de la préfecture, de la paierie entre autres, mais aussi accessible au personnel de l'EPTB, afin de fournir des paniers repas pour assurer l'accueil et la restauration légère lors de ces réunions de concertation.

Vu la délibération n°64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n°122/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au bureau et notamment l'approbation des conventions avec toute personne morale ou physique,

Considérant que l'association AGRAD gère un restaurant administratif auquel peut accéder le personnel de l'Institution Adour et que l'association est en capacité de fournir des paniers repas pouvant être consommés à l'extérieur ou sur site déporté,

Considérant les besoins en termes d'accueil et de restauration rapide lors de réunions de concertations avec les acteurs et partenaires locaux qui se déroulent sur des journées continues, ceci tant pour le personnel de l'établissement que pour les participants convoqués,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'autoriser la convention de fourniture de repas à l'extérieur avec l'association AGRAD,
- d'autoriser le président à signer la convention avec l'association AGRAD telle qu'annexée à la présente,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.



Envoyé en préfecture le 24/07/2023

Reçu en préfecture le 24/07/2023

Publié le 25/07/2023

ID : 040-254002264-20230719-230719H1902H1-DE



Fait et délibéré le 19 juillet 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 24/07/2023

Reçu en préfecture le 24/07/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230719-230719H1902H1-DE



## CONVENTION

Fourniture de repas par l'association AGRAD

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° 2023\_B\_xx en date du 19 juillet 2023, ci-après dénommée : l'EPTB

**Et :**

L'association « association pour la gestion du restaurant administratif Daraignez » - AGRAD domiciliée au 28 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex, représentée par son président, Lionel Fournier, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'association

**Préambule**

L'EPTB Institution Adour organise très régulièrement des réunions et manifestations de concertation à l'échelle du bassin hydrographique, en lien avec les missions dévolues par l'article L213-12 du code de l'environnement, à savoir, « la prévention des inondations, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides et de contribuer, s'il y a lieu, à l'élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux ».

Dans ce cadre il est fréquent d'organiser des réunions et ateliers de travail ou de concertation, étalés sur des journées entières, voire des soirées, dans l'objectif de toucher le plus grand nombre d'acteurs du territoire et de favoriser, autant que faire se peut, la plus large participation du public comme rappelé régulièrement par les garants de la concertation de la commission nationale du débat public (CNDP). Aussi, il peut s'avérer nécessaire d'organiser une restauration légère des participants afin de gagner du temps et garder sur place les acteurs, favorisant ainsi les débats d'idées et les échanges.

A cet effet, il serait possible de faire appel à l'association AGRAD, laquelle gère un restaurant administratif pour les personnels du département des Landes, de la préfecture, de la paierie entre autres, mais aussi accessible au personnel de l'EPTB, afin de fournir des paniers repas pour assurer l'accueil et la restauration légère lors de ces réunions de concertation.

\*\*\*

Vu la délibération n° 2023\_B\_xx en date du 19 juillet 2023 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de l'AGRAD approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant que l'association AGRAD gère un restaurant administratif auquel peut accéder le personnel de l'Institution Adour et que l'association est en capacité de fournir des paniers repas pouvant être consommés à l'extérieur ou sur site déporté,

Considérant les besoins en termes d'accueil et de restauration rapide lors de réunions de concertations avec les acteurs et partenaires locaux qui se déroulent sur des journées continues, ceci tant pour le personnel de l'établissement que pour les participants convoqués,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**





## Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet la fourniture, par l'association, de repas, paniers, collations à emporter au profit de l'EPTB.

## Article 2. Obligations de l'association

L'association s'oblige à fournir les repas et denrées selon les quantités commandées dans les conditions prévues à l'article 3.

Elle s'engage à remettre la fourniture des repas et denrées alimentaires dans les conditions d'hygiène et sécurité et sous un conditionnement permettant l'enlèvement et l'exportation.

## Article 3. Obligations de l'EPTB

L'EPTB s'oblige à informer au moins 10 jours à l'avance l'association du nombre de repas commandés.

L'EPTB prend livraison des commandes dans les locaux cuisine de l'association et prend en charge l'enlèvement des fournitures alimentaires.

Il fait son affaire de la chaîne du froid et du respect des conditions d'hygiène jusqu'au lieu et au moment de consommation des denrées et fournitures.

## Article 4. Durée de la convention

La présente convention engage les deux parties pour une durée de 12 mois, ce dès sa date de signature.

Elle ne pourra pas être renouvelée par tacite reconduction mais pourra faire l'objet d'une nouvelle convention.

## Article 5. Tarification

Le prix de mise à disposition du repas conditionné pour exportation est fixé à 11 euros, prix de revient pour l'association.

Après remise des repas contrôlés contradictoirement lors de l'enlèvement de la commande, une facture sera émise par l'association sur la base du montant unitaire et du nombre effectif de repas.

## Article 6. Assurances

En conséquence des obligations résultant du droit commun et de la présente convention, l'association doit souscrire les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de son activité, et qu'il peut encourir de son propre fait ou de celui de toute autre personne intervenant à quelque titre que ce soit, durant toute la durée de validité de la convention.

L'EPTB atteste souscrire les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de son activité.

Il garantit l'association et leurs assureurs contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, pour les dommages et accidents liés aux conditions de transport et d'utilisation des repas après enlèvement.





## Article 7. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

## Article 8. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau : Tribunal Administratif de Pau, Villa Noulibos - 50 cours Lyautey, BP 543, 64010 PAU Cedex - Tél. : 05.59.84.94.40 - Fax : 05.59.02.49.93 - Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le .....

**Paul Carrère**  
Président de l'Institution Adour

**Lionel Fournier**  
Président de l'association AGRAD

